

Autre « médiation », les réseaux locaux, et essentiellement le voisinage peuvent influencer sur les choix scolaires dans la mesure où ils sont une source d'information utile sur les établissements mais aussi où ils exercent un effet propre sur les valeurs, contribuant par exemple à renforcer certains comportements de clôture sociale. Les deux derniers chapitres de l'ouvrage sont consacrés à des formes de médiations plus abstraites : l'offre scolaire locale, analysée à travers les comparaisons entre les établissements mises en œuvre par les parents et la régulation politique. Ce terme désigne à la fois la prise en compte de l'intérêt général dans le choix des parents et les modes de coordination — notamment les réseaux de parents d'élèves — à l'échelle locale.

Agnès Van Zanten explique avoir construit son ouvrage autour de trois visées théoriques : construire un modèle des choix scolaire, étayer l'idée que les choix scolaires sont utilisés comme un instrument de clôture sociale par les parents de classe moyenne, et enfin enrichir l'analyse en terme de classes sociales des choix. Si l'objectif semble atteint pour les deux premières visées, l'approche modélisante rencontre quelques limites quand il s'agit d'analyser les rapports entre appartenance de classe et choix d'établissement. De fait, la volonté de « dégager des orientations typiques » (p. 127) se fait parfois au détriment d'une analyse détaillée de la genèse des représentations et des comportements, en articulation avec la trajectoire sociale et les conditions de vie. On pourrait ainsi souhaiter que cet ouvrage ouvre la voie à des travaux plus ethnographiques, qui viendraient enrichir l'étude des relations entre appartenance sociale et choix d'établissement.

Marianne Blanchard

Centre Maurice Halbwachs (CNRS, EHESS, ENS), 48, boulevard Jourdan, 75014 Paris, France

Adresse e-mail : marianne.blanchard@gmail.com

doi:10.1016/j.socotra.2012.03.010

La spirale des inégalités. Choix scolaires en France et en Italie au XX^e siècle, G. Manzo. Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris (2009). 335 pp

Gianluca Manzo revient sur la question des inégalités sociales d'éducation. Des avancées ont été réalisées ces dernières années dans ce domaine, notamment dans la lignée des travaux de sociologie quantitative consacrés à la mobilité sociale. Ces programmes de recherche sont toutefois restés prisonniers d'une double restriction, théorique et empirique, déplore-t-il. Les outils statistiques mobilisés dans ces travaux visent à décrire, sans pouvoir expliquer. Ni les méthodes factorielles, ni les méthodes multivariées ne sont adaptées pour approfondir la compréhension de ces phénomènes sociaux jusque dans les mécanismes qui en sont à l'origine. C'est à ce décalage que Gianluca Manzo s'attaque dans cet ouvrage important et novateur issu de sa thèse.

L'auteur procède à une analyse serrée des avancées et des limites des théories dominantes et des méthodes statistiques utilisées pour mesurer les inégalités sociales d'éducation. Il propose non pas de les ignorer — il s'appuie au contraire sur elles — mais de les dépasser en s'intéressant, à la suite de Mohamed Cherkaoui, à leurs mécanismes générateurs. Comment des micro-décisions parviennent-elles à produire les changements décrits et mesurés par les chercheurs spécialistes des inégalités sociales d'éducation ? Loïn de l'acteur isolé soumis aux contraintes structurelles, calculant seul les coûts et les bénéfices de ses investissements, Gianluca Manzo avance une théorie de l'agent utilitariste en interaction avec d'autres agents, formant des agrégats sans cesse renouvelés, dans la lignée des intuitions de Raymond Boudon et de Mark Granovetter.

Pour analyser ces processus complexes de jeux d'interaction, l'auteur recourt au modèle théorique du choix éducatif interdépendant et sur le plan empirique, au système de simulation numérique déjà utilisé en biologie, le modèle multi-agents, qu'il présente comme le moyen de

mettre en forme ses hypothèses théoriques et de les valider empiriquement : « seule, écrit-il, une combinaison systématique de la description par les variables, de la construction de “modèles générateurs” et de l’étude de leur fonctionnement par la simulation informatique peut provoquer un véritable renouveau de la sociologie quantitative de la stratification » (p. 78).

Il applique chacune des méthodes statistiques classiques aux systèmes éducatifs italiens et français. Quelle que soit la méthode — odds-ratios, indices de Gini, courbes de Lorenz ou modèles plus complexes pour mesurer la fluidité éducative (terme qu’il reprend aux sociologues de la mobilité sociale), tels que les modèles loglinéaires d’association constante, Unidiff ou topologiques (ou multiniveaux) — les inégalités sociales d’éducation sont plus fortes en Italie qu’en France. Cependant, toutes ces méthodes imposent des contraintes fortes aux hypothèses ; aucune ne permet de modéliser les relations d’interdépendances (intragroupe et intergroupes) et d’interactions (choix éducatifs d’autrui) entre les agents, souligne Gianluca Manzo.

Le système multi-agents permet de créer des sociétés artificielles sur la base des résultats de la statistique descriptive et de la connaissance de l’organisation des systèmes éducatifs dans chaque pays. C’est un modèle de choix discrets qui tient compte des externalités (ici le groupe social d’origine et l’architecture scolaire ; la structure différentielle de l’offre ; les niveaux éducatifs inférieurs fragmentés et la place de l’enseignement professionnel en France ; l’enseignement supérieur peu différencié en Italie, stratifié en France) et des structures d’interactions entre les agents. On aboutit à un système complexe d’adaptation par interactions et rétroactions continues qu’illustre le titre de l’ouvrage. Appliquant une perspective diachronique, l’auteur montre comment l’origine sociale façonne les bénéfices et les coûts imputés aux différents diplômes par les acteurs. Les choix individuels contiennent les germes de l’inégalité. C’est dans la relation d’interdépendance qu’il faut chercher le lien entre le groupe social et le type de diplôme obtenu parce que c’est là qu’il est engendré.

Gianluca Manzo montre ainsi le rôle de levier joué par l’enseignement professionnel en France et celui de frein dû au verrouillage des niveaux intermédiaires en Italie. L’élimination scolaire différentielle selon les groupes sociaux homogénéise progressivement le voisinage des agents en termes de choix préférentiels. Le seul glissement progressif vers le haut, d’une cohorte à l’autre, des bilans entre coûts et rendement des diplômes contribue à configurer la stratification éducative et son évolution dans le temps. Gianluca Manzo parvient ainsi à expliquer la dynamique de diffusion éducative des diplômes et du processus de démocratisation.

L’ouvrage est concis et pédagogique. Une synthèse clôt chaque chapitre. Les nombreux graphiques et tableaux, rassemblés à la fin de l’ouvrage, facilitent la lecture des statistiques descriptives et le décryptage de la démarche de l’auteur. Le modèle multi-agents est exposé avec clarté.

La prise en compte des relations d’interdépendances et d’interactions entre les individus selon leur contexte social et leur voisinage (les choix d’autrui) sont sans aucun doute l’apport théorique le plus original de Gianluca Manzo, avec, sur le plan empirique, l’introduction de la simulation multi-agents en sociologie. Il entame avec cet ouvrage un programme de recherche ambitieux. On regrette cependant que l’auteur ne s’intéresse ni au fonctionnement des systèmes éducatifs dans chaque pays, notamment aux formes de la sélectivité et aux moments où elle prend place, ni aux acteurs éducatifs (enseignants, mais aussi le patronat pour ce qui concerne l’enseignement professionnel) qui participent à la configuration des choix des agents. On peut également déplorer que les données utilisées soient anciennes (pour la France les enquêtes FQP 1985 et 1993), et que le livre ne fournisse qu’une description brève et datée de l’enseignement professionnel. Quoi qu’il en soit, Gianluca Manzo offre, avec cet ouvrage, une contribution majeure à la sociologie de la stratification sociale.

Annick Kieffer
Centre Maurice Halbwachs (CNRS, EHESS, ENS),
48, boulevard Jourdan, 75014 Paris, France
Adresse e-mail : annick.kieffer@ens.fr

doi:10.1016/j.soctra.2012.03.008

Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale, F. Dubet, M. Duru-Bellat, A. Vérétoùt. Seuil, Paris (2010). 212 pp.

François Dubet et Marie Duru-Bellat n'en sont pas à leur premier livre sur les transformations de l'école ou les politiques scolaires françaises. Le présent ouvrage rassemble une nouvelle fois leurs talents et celui d'Antoine Vérétoùt pour investir le champ de la sociologie de l'éducation comparée. La question posée est ambitieuse puisqu'il s'agit d'investiguer les relations des sociétés à leur école, à partir d'une méthodologie comparative quasi-exclusivement quantitative, mobilisant les bases de données disponibles provenant notamment de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Un tel style de travail semble au premier abord davantage dans la filiation des travaux de Marie Duru-Bellat que ceux de François Dubet. Il rappelle aussi davantage les travaux des économistes et des spécialistes de l'éducation, qui depuis quelques années ont profité de l'existence de nouvelles enquêtes comparatives internationales à grande échelle — dont le prototype est l'enquête « Programme international pour le suivi des acquis des élèves » (PISA) — pour multiplier les études visant à dégager ce qui conditionne l'efficacité ou l'équité des systèmes éducatifs¹.

L'ouvrage se présente de prime abord comme un travail de comparaison systématique des relations des systèmes scolaires aux sociétés dans lesquelles ils s'insèrent, ces dernières étant limitées aux sociétés comparables, car relativement développées et riches — sociétés européennes, d'Amérique du nord et d'Asie (Japon, Corée). Plus précisément, ils ont comparé les systèmes sociaux et les systèmes scolaires, du point de vue de leur « intégration sociale » (versant « structurel » ou « objectif ») et du point de vue de leur « cohésion sociale » (versant « culturel » ou « subjectif »). La visée a été de voir s'il y avait, tant au sein de la société que du système scolaire, des liens entre l'intégration sociale et la cohésion sociale, ou des correspondances entre l'intégration sociale et l'intégration scolaire, ou encore entre la cohésion sociale et la cohésion scolaire.

Le premier propos central du livre est de montrer que « les sociétés et leur école sont relativement distantes les unes des autres » ; il n'y a pas « d'homologie » entre les configurations des unes et des autres. Les auteurs montrent, après bien d'autres comme Gøsta Esping-Andersen, qu'on peut distinguer plusieurs modèles de sociétés (« libérales », « social-démocrates », « corporatistes », « capitalisme tardif ») qui peuvent être contrastées tant en termes d'intégration et de cohésion sociales, sans qu'il n'y ait de lien simple entre les variables structurelles et « subjectives » : ainsi, des sociétés à forte « cohésion sociale » (Canada, États-Unis, mais aussi les pays scandinaves) ont des degrés d'inégalités sociales et de « dynamisme du marché du travail » très différents, alors que la France combine une faible cohésion sociale à des inégalités sociales moyennes.

D'autre part, on peut distinguer différents types de systèmes scolaires (qui scolarisent beaucoup ou peu, en laissant se creuser plus ou moins les inégalités) sans que ces caractéristiques structurelles ne soient le décalque des structures de la société. Ainsi, les inégalités scolaires ne fluctuent pas

¹ Voir par exemple, Nathalie Mons, 2007, *Les nouvelles politiques éducatives*, Puf, Paris.